

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

UN LIBRARY

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

UN/SA COLLECTION

2468^e SÉANCE : 16 AOÛT 1983

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2468).....	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Lettre, en date du 8 août 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15914).....	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

Tenue à New York le mardi 16 août 1983, à 15 h 30.

Président : M. Luc de La Barre
de NANTEUIL (France).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2468)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 8 août 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15914).

La séance est ouverte à 16 h 25.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre, en date du 8 août 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15914)

1. Le PRÉSIDENT : Conformément aux décisions prises lors des séances précédentes consacrées à cette question [2464^e et 2466^e séances], j'invite le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne à prendre place à la table du Conseil; j'invite les représentants de l'Afghanistan, de Cuba, de la République arabe syrienne, de la République démocratique populaire lao, de la République islamique d'Iran, du Soudan, du Viet Nam et du Yémen démocratique à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Burwin (Jamahiriya arabe libyenne) prend place à la table du Conseil; M. Zarif (Afghanistan), M. García Irujo (Cuba), M. Al-Atassi (République arabe syrienne), M. Vongsay (République démocratique populaire lao), M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran), M. Elfaki (Soudan), M. Le Kim Chung (Viet Nam) et M. Al-Alfi (Yémen démocratique) occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Egypte, de l'Inde, de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie des lettres dans lesquelles ils demandent à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Khalil (Egypte), M. Krishnan (Inde), M. Hucke (République démocratique allemande) et M. Kulawiec (Tchécoslovaquie) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

3. Le PRÉSIDENT : Les membres du Conseil sont saisis des documents suivants : S/15924, qui contient le texte d'une lettre datée du 12 août 1983, adressée au Président du Conseil par le représentant de la Somalie et S/15925, qui contient le texte d'une lettre datée du 15 août, adressée au Président du Conseil par le représentant de l'Egypte.

4. M. GAUCI (Malte) [*interprétation de l'anglais*] : Ce mois d'août est exceptionnellement chaud et humide à bien des égards pour nous tous. Vous avez dû, Monsieur le Président, supporter une partie vraiment excessive de cette chaleur humide, et cependant vous avez conservé votre calme, vous avez été admirable. J'éprouve donc un grand plaisir à vous féliciter une fois de plus pour la façon dont vous nous avez conseillé et dirigés, qui augure bien de l'issue de nos réunions.

5. Le Conseil a été saisi d'une plainte analogue de la Libye en février dernier [S/15615] et, quelques semaines plus tard seulement, le Conseil a été saisi d'une question soulevée par le Tchad [S/15643]. Aujourd'hui, il semblerait que le Conseil soit "saisi" d'un mélange simultané de deux questions séparées mais liées entre elles, dont chacune représente un corollaire quasi inévitable des questions discutées précédemment. Malheureusement, cependant, la situation sur le terrain dans les deux cas s'est gravement détériorée et le climat modéré qu'exige leur examen s'est également détérioré dans cette salle.

6. Ma délégation a exprimé ses opinions de façon très détaillée sur chacun des points dans les deux occasions précédentes. Je n'y reviendrai donc pas aujourd'hui,

mais je me vois obligé de faire quelques observations supplémentaires avec la franchise qui me caractérise parce que la situation appelle des commentaires sérieux et francs.

7. La situation internationale actuelle connaît une précarité sans précédent. Nous vivons une période de très forte tension, avec des conflits qui font rage, échappant à tout contrôle, dans un nombre beaucoup trop grand de régions explosives en même temps. En fait, le monde passe d'une crise à l'autre.

8. Et pourtant, depuis trop longtemps maintenant, les efforts constructifs offerts par diverses sources en vue de réduire la tension, voire l'affrontement, n'engendrent chez les superpuissances qu'une réaction minimale. A l'inverse, la rhétorique se fait plus belliqueuse; parfois, des positions nationales déclarées à la hâte tendent à accroître la peur, à embrouiller les questions et même à saper la pertinence de l'interprétation classique des principes du droit international applicables aux situations contemporaines. C'est en quelque sorte une forme de "diplomatie de l'instant", particulièrement impropre à répondre aux besoins de l'époque moderne.

9. 1984 approche, mais la double pensée et le double langage semblent déjà être en vogue; les points de vue des positions nationales sont obscurcis par des considérations idéologiques et stratégiques. Ces dernières, trop souvent, sont complètement étrangères à la situation donnée, et ont tendance à faire peu de cas des intérêts véritables des petits pays, qui s'efforcent simplement de surmonter les difficultés nées de leur histoire, aspirant au changement et au progrès, principalement dans les secteurs économique et social.

10. Dans ces conditions, devant cette situation malade qui exigerait des décisions sages et patientes, on applique brutalement au présent des remèdes du passé.

11. Plus particulièrement, selon l'opinion de Malte, trois approches actuelles inquiètent beaucoup la majorité des pays.

12. La première, la plus grossière de toutes certainement, envisage essentiellement la menace ou l'emploi réel de la force. Cette approche peut être contrôlée — quoique de façon précaire et ruineuse — lorsqu'elle oppose une alliance militaire à une autre. Chaque partie est devenue pratiquement immunisée contre toute pression de l'autre. En fait, chaque partie est tellement habituée à l'état de surarmement actuel que des efforts sont faits pour qu'on considère comme normal cet état de choses en baptisant les fréquentes et massives manœuvres militaires annoncées à l'avance "mesures propres à accroître la confiance".

13. Ce qu'on ne voit pas, ou, chose bien commode, ce qu'on oublie, c'est que ces "mesures propres à accroître la confiance", que des alliances opposées de niveau égal considèrent comme faisant partie de la routine,

ressemblent bien plutôt à des "mesures propres à créer la panique" pour les petits pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui sont devenus, hélas, l'arène préférée des deux superpuissances dans leur course à la suprématie.

14. On pourrait ajouter que plus longue est la période de préavis, plus longue est la période d'inquiétude aiguë et d'incertitude pour les petits pays, inquiétude et incertitude que même les assurances les plus solennelles des superpuissances, étant donné l'expérience du passé, n'ont guère de chances d'apaiser.

15. En ce sens, donc, mon pays, l'un des plus petits du monde, pays non armé et non aligné de par la volonté de son peuple mais situé dans une région troublée, une région d'affrontements et d'incertitudes, peut fort bien comprendre et même partager l'inquiétude d'autres pays relativement petits lorsqu'ils doivent faire face à une accumulation massive d'armements navals et aériens près de leurs côtes. Le potentiel de destruction, ne serait-ce qu'en cas d'accident, est presque impossible à supputer. Dans une mer fermée, les côtes d'un pays sont les côtes de beaucoup d'autres.

16. Une deuxième approche, moins grossière peut-être mais non moins dangereuse, est la tendance d'une ou l'autre des deux superpuissances à pousser leurs amis préférés et protégés dans des politiques aventuristes. Dans le *New York Times* du 16 août, Gideon Samet a utilisé l'expression appropriée de "sourires imprudents" pour décrire cette attitude. Bien des mesures, dans un passé récent auraient pu ne pas être prises si l'on n'avait pas donné l'assurance, ou au moins calculé, qu'aucune réaction internationale adverse ne suivrait immédiatement. Cette approche peut marcher à court terme, mais elle ne fait qu'exacerber les conflits car, dans les relations internationales, même les lois de la nature sont défiées et toute action, tôt ou tard, engendrera certes une réaction inverse, mais inégale.

17. De plus, trop souvent, il y a une tendance, pour une partie, à marquer un point à son tour lorsque l'autre en a marqué un avant. Et c'est ainsi que s'accélère le cycle de la violence. Son terrain le plus fertile, et aussi le plus sûr pour les superpuissances, c'est là encore dans les pays du tiers monde.

18. La troisième grande catégorie de mesures dont le résultat va à l'encontre du but recherché relève de l'insistance des superpuissances à contrôler et à manipuler à leur guise les travaux des organisations internationales auxquelles elles appartiennent et à faire obstacle à la fragile efficacité de celles dont elles ne font pas partie. Cela est vrai non seulement des organisations politiques telles que l'Organisation des Nations Unies mais aussi des institutions spécialisées pour l'octroi d'une aide, de connaissances et de financements non accompagnés de contraintes.

19. De ce fait, ces organisations tremblent sur leurs bases et si des mesures ne sont pas prises à temps pour y

remédier, elles seront incapables de faire face aux problèmes mêmes pour le règlement desquels elles ont été créées. C'est en vérité une bien sombre perspective. Un bas dénominateur commun d'accord sur une question donnée a inévitablement des répercussions sur la discussion des autres. Nous sommes tombés si bas que, comme le Secrétaire général l'a souligné, il nous faut pratiquement repartir de zéro en renouvelant notre engagement envers la Charte des Nations Unies, près de 40 ans après sa proclamation solennelle.

20. Mais, apparemment, les superpuissances ne verront pas non plus d'un bon œil la création de nouvelles voies de progrès, de nouvelles initiatives de dialogue. Depuis des années, Malte, qui est juste au centre de l'instabilité méditerranéenne et qui est consciente du danger inhérent à une telle situation, préconise ardemment un nouvel esprit de dialogue indépendant entre l'Europe et les pays du littoral méditerranéen, en vue de préparer un nouvel éveil de l'identité méditerranéenne et de jeter de nouvelles bases pour la paix et la coopération.

21. Nous sommes donc surpris, voire un peu inquiets, de constater que des pays qui appartiennent à diverses organisations régionales sont ceux-là mêmes qui désapprouvent la création d'un mécanisme de coopération efficace en Méditerranée. Ils sont les premiers, bien souvent, à vanter les mérites des organisations régionales et sous-régionales auxquelles ils appartiennent mais ils prétendent ne pas voir la nécessité de prendre quelques mesures préliminaires concrètes pour réduire la tension et accroître les secteurs de coopération méditerranéenne. Au lieu d'œuvrer à la création d'une zone de paix, ils semblent préférer qu'une mer d'instabilité demeure dans la région.

22. Le Ministre des affaires étrangères de mon pays, dans sa déclaration à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session¹ et moi-même en de nombreuses occasions, avons fourni des exemples concrets de ce qui peut et doit être fait, graduellement mais sûrement, pour renverser la tendance actuelle qui se trouve aujourd'hui, à l'heure même où je parle devant le Conseil, à l'une de ses périodes les plus dangereuses. Nous espérons donc que la réponse favorable que nous recherchons dans le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ne se fera pas attendre.

23. En bref, plutôt que de lever les bras en signe de résignation et de désespoir, nous devons commencer à rechercher un changement d'attitude, l'entente patiente et le travail collégial dévoué qui sont nécessaires si l'on veut renverser la tendance actuelle et éviter le désastre — ici même, dans les organisations régionales établies auxquelles nous appartenons et dans les nouvelles qu'il faut créer.

24. Voilà pour l'attitude générale concernant aussi bien la Méditerranée que d'autres régions explosives.

25. Je vais parler maintenant brièvement du problème qui existe entre le Tchad et la Libye. Nous regrettons profondément que le processus préconisé par le Conseil et sur lequel il s'est exprimé à l'unanimité le 6 avril, [2430^e séance] n'ait pas été suivi d'effet. Nous constatons au contraire que la situation s'est détériorée.

26. Nous regrettons profondément les pertes humaines et matérielles subies par le peuple tchadien à la suite de l'aggravation du conflit. Le peuple tchadien doit être laissé tranquille, à l'abri de toute ingérence extérieure, afin qu'il puisse surmonter ses problèmes internes grâce au dialogue et à la réconciliation et faire porter ses efforts sur le développement économique et social sous la direction d'un gouvernement de son propre choix.

27. A cette fin, le peuple tchadien a besoin de l'aide et de la compréhension patiente de tous les pays, particulièrement de ses voisins. Mon pays s'engage à fournir toute l'aide possible dans le cadre de ses modestes moyens. Nous sommes heureux de constater que l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui, apparemment, siège actuellement, est prête à continuer de rechercher une solution pacifique en envoyant même, si le besoin s'en faisait sentir, des missions d'enquête. Nous sommes d'avis que le Conseil doit demander instamment la cessation rapide des hostilités, le retrait de toutes les forces étrangères et qu'il doit offrir son assistance et appuyer les efforts et les bons offices de l'OUA afin de promouvoir la réconciliation nationale à l'intérieur du Tchad et les bonnes relations de ce pays avec ses voisins. C'est là, selon nous, le seul moyen de réaliser des progrès.

28. Nous soulignons une fois encore qu'il n'est que naturel que les Etats de la région eux-mêmes, qui ont la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité de leur région, prennent l'initiative. Nous ne croyons pas que recourir aux armes, aussi limités qu'en soient la portée et l'objectif, puisse avoir une influence heureuse; au contraire, cela ne fait qu'ajouter des considérations extérieures qui tendent à exacerber plutôt qu'à alléger les tensions locales qui peuvent exister. Le chemin de la paix n'est pas dans le combat mais dans un dialogue entre égaux auquel contribuerait l'organisation régionale intéressée et que le Conseil appuierait.

29. M. MASHINGAIDZE (Zimbabwe) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, j'ai déjà exprimé le grand plaisir de ma délégation à vous voir présider les affaires du Conseil pour ce mois. Mon objectif principal cet après-midi est de faire connaître la position de mon gouvernement sur la question dont le Conseil est saisi.

30. On se souviendra que, le 19 février dernier, le Gouvernement libyen avait demandé au Conseil de bien vouloir convoquer d'urgence une réunion du Conseil de sécurité "afin d'examiner la détérioration de la situation à proximité des côtes libyennes, qui pourrait mettre en danger la sécurité et la paix dans cette région et

dans le monde" [voir S/15615]. Le Conseil s'est alors réuni pour examiner la situation qui, l'on s'en souviendra, a été créée, selon le représentant de la Libye, "par les actions militaires de provocation dont le Gouvernement des Etats-Unis s'est rendu coupable" [ibid.]. La Libye s'est élevée contre la présente du *Nimitz*, porte-avions à propulsion nucléaire, et d'autres navires envoyés par le Gouvernement des Etats-Unis le long de ses côtes. La Libye s'est également plainte de l'envoi de quatre avions AWACS dans un des pays voisins, considérant que la présence de ces avions constituait une forme d'agression contre son territoire et qu'ils avaient été envoyés à des fins d'espionnage du territoire libyen.

31. Comme les membres du Conseil le savent, la Libye a de nouveau appelé l'attention du Conseil

"sur l'intensification de l'intervention des Etats-Unis dans les affaires des régions de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de l'Afrique et sur les intimidations et provocations dirigées contre la Jamahiriya arabe libyenne et socialiste, qui fait partie de ces régions, ainsi que sur les conséquences de l'envoi de forces et de matériel militaires américains dans lesdites régions" [voir S/15914].

32. Le représentant de la Libye a également dit au Conseil que son gouvernement considérait les activités américaines comme une violation flagrante des eaux territoriales et de l'espace aérien de la Jamahiriya.

33. Tout en reconnaissant que le Conseil se trouve confronté à "une menace des plus graves à la paix et à la sécurité internationales", [voir 2464^e séance, par. 32] le représentant des Etats-Unis a cependant attribué cette situation à la Libye, qu'il a accusée de lancer "un défi éhonté aux principes les plus fondamentaux de la Charte des Nations Unies" [ibid.]. Il a également rejeté la présente plainte libyenne sur les actes de provocation et d'agression qu'il a qualifiée de simple écran de fumée élevé à des fins de diversion pour, selon lui, détourner l'attention de l'agression libyenne contre le Tchad.

34. Voilà donc les accusations et les contre-accusations dont le Conseil est saisi. Une chose cependant est claire : ces accusations et ces contre-accusations portées par les deux parties sont les symptômes d'une situation de tension qui ne cesse de s'aggraver dangereusement et qui, s'il n'y est mis fin immédiatement, pourrait conduire à un conflit ouvert qui aurait de graves conséquences pour la paix et la sécurité dans le nord de l'Afrique, dans la Méditerranée et dans d'autres régions. Le Conseil, seule instance internationale chargée de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité, doit donc dire clairement aux deux parties qu'elles ont l'obligation d'éviter tout acte qui peut porter atteinte à la paix et à la sécurité aussi bien dans ces régions qu'ailleurs dans le monde. En tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies, les parties doivent respecter scrupuleusement tous les principes consacrés dans la Charte eu égard au règle-

ment pacifique des différends. Il faut dire clairement aux parties que, en même temps qu'il reconnaît le droit de toute nation de poursuivre ses intérêts comme elle le juge opportun, le Conseil exige que tous les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans la poursuite et la promotion de leurs intérêts nationaux et dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat.

35. Entre-temps, l'intervention massive de puissances étrangères a gravement compliqué la situation au Tchad. Voilà pourquoi nous sommes fermement convaincus que la paix et la stabilité au Tchad ne sauraient être restaurées que par le retrait immédiat et inconditionnel de ce pays de toutes les forces militaires et de tout le matériel de guerre étrangers.

36. M. UMBA di LUTETE (Zaïre) : J'interviens devant le Conseil pour faire connaître la position de mon pays dans la question en discussion. Je le ferai sans ambages et sans faux-fuyants.

37. Mais, auparavant, j'aimerais brièvement évoquer les allégations et les injures libyennes à l'égard de mon pays et de ses dirigeants. Ces injures ont commencé le jeudi 11 août pour s'étendre au vendredi 12 août. Et il y a gros à parier qu'elles vont continuer à se développer dans les jours qui vont suivre. Mais le chien aboie, la caravane passe. L'injure et l'invective sont le propre de ceux qui ont tort.

38. Lorsque j'ai exercé mon droit de réponse le 3 août, j'avais parlé d'un "fou qui est nu". Certains représentants alors présents dans cette salle avaient pris le parti d'en rire. Mais, après les différentes interventions de notre frère libyen, manifestement pas à son aise — qui le serait, d'ailleurs, devant un comportement aussi inqualifiable ? —, j'imagine que ces mêmes représentants sont encore plus convaincus maintenant que le proverbe que j'avais cité ne relevait pas d'une fable.

39. Aussi donc, fidèle à notre ligne de conduite, je m'abstiendrai de relever toutes ces injures et, à plus forte raison, d'utiliser le même vocabulaire à l'égard de la Libye et de ses dirigeants. Et pourtant, tout le monde dans cette salle sait qu'il y aurait beaucoup à dire sur leur compte.

40. Je me contenterai de traiter ces injures avec beaucoup de hauteur en disant à mon frère libyen que ces injures ne nous ont pas atteints, que nous ne renions jamais nos amis et qu'il n'appartient en tout cas pas à la Libye, ni à aucun autre pays, fût-il notre ami, de nous dicter nos choix.

41. Je lui rappellerai aussi que tous les pays au monde ont, à des degrés divers, leurs dettes, et que le Zaïre n'en garde pas moins sa dignité. En tous les cas, jamais un Zaïrois n'ira en Libye pour demander l'aumône.

42. Et puis, pour parler franchement, nos frères libyens ne se sentent-ils pas gênés et, disons même, ridicules qu'à chaque fois qu'ils sont mis en cause, à chaque fois qu'ils sont pris en flagrant délit, ils se targuent de leurs richesses ? N'est-ce pas un disque usé ? Après tout, la richesse justifierait-elle les agressions ?

43. En l'occurrence, la communauté africaine et la communauté mondiale accusent une fois de plus la Libye d'ingérences et d'agression contre le Tchad et lui demandent de cesser son agression et ses ingérences dans les affaires intérieures du Tchad.

44. D'abord, le représentant de la Libye a nié toute intervention de son pays dans les affaires du Tchad. Il a soutenu que ce qui se passe au Tchad est une guerre civile qui n'oppose que des Tchadiens entre eux. Notre collègue de la Côte d'Ivoire lui a alors rappelé qu'apparemment, lorsque M. Goukouni Weddey a quitté le Tchad, il l'avait fait à la nage et qu'il avait même dû abandonner la valise qu'il comptait emporter avec lui. A supposer même que, excellent nageur, M. Goukouni ait pu emporter cette valise, il faut croire alors qu'il n'y a qu'en Libye qu'on fabrique des valises qui peuvent contenir des avions chasseurs et bombardiers, de même que des chars — avions que, de toute manière, M. Goukouni ne possédait pas au Tchad. De toute façon, seule la Libye nie son agression et son intervention au Tchad, alors que les preuves abondent pour le confirmer.

45. Ensuite, devant l'évidence, le représentant de la Libye a essayé de justifier l'agression par le fait que le gouvernement de N'Djamena serait illégitime. On lui a rétorqué alors que ce n'était pas la Libye qui légitimait les gouvernements dans le monde et, en plus, on lui a démontré que, de toute manière, le gouvernement de M. Hissein Habré était légitime. A court d'arguments et pour essayer de gagner du temps, il a crié alors lui-même à l'agression que prépareraient certains Etats contre son pays.

46. Bien que tout cela — vous le constaterez bien, Monsieur le Président — ne soit pas sérieux, et notre frère libyen s'en rend compte lui-même, parlons quand même de sa plainte.

47. L'agression est un acte grave, et comme mon pays a été souvent victime d'agressions de tout bord, il doit aborder cette plainte avec le sérieux que mérite un tel sujet.

48. Alors posons-nous la question : de quoi s'agit-il ? Y a-t-il agression contre la Libye ou, à tout le moins, y a-t-il des faits ou des indices qui permettraient de croire qu'il y a une conspiration contre ce pays ?

49. Je voudrais rappeler brièvement les faits. Il y a longtemps déjà, la Libye a annexé la bande d'Aouzou appartenant au Tchad. Le Tchad s'est plaint devant le Conseil [S/15643], lequel a invité les parties en cause à

ne pas se prévaloir du fait accompli et à engager des négociations.

50. Pour éviter de devoir restituer cette portion de terre, et avec la complicité d'un personnage à sa dévotion qui, en plus, pourrait peut-être lui permettre d'annexer l'ensemble du territoire tchadien qu'elle savait riche en matières premières, la Libye a donc agressé le Tchad. Le Tchad a fait appel à ses amis et quelques pays, dont le mien, ont volé au secours de la victime. Aucun de ces pays dont la Libye prétend se plaindre ne se trouve sur son territoire, même pas sur la bande d'Aouzou, qui est contestée, mais que nous savons tous appartenir au Tchad. Aucun coup de feu n'a été tiré jusqu'à présent contre la Libye.

51. Dans ces conditions, qui est véritablement l'agresseur ? Il ne faut pas donner la réponse car cela saute aux yeux. Dans ces conditions aussi, la plainte de nos frères libyens est-elle fondée ? Non, certes.

52. Si, en sortant de cette salle, on se trouvait soudainement devant un méchant loup ou devant une sorte de King Kong, décidé à dévorer ou à écraser un innocent bébé, pour peu qu'on soit courageux et épris de justice, la réaction spontanée ne serait-elle pas de jeter au moins une pierre au monstre ?

53. Ce que veut la Libye, en réalité, c'est avoir les mains libres pour poursuivre son agression, son entreprise de déstabilisation et de destruction. C'est pourquoi ma délégation estime que notre frère du Soudan a fait une analyse parfaite lorsqu'il a déclaré :

“Les desseins et les complots de la Libye ont une et même source et offrent un scénario inchangé. Dans le passé — en février dernier, pour être précis —, alors qu'elle préparait une agression contre mon pays, la Libye s'est hâtée de déposer une plainte devant le Conseil [S/15615] au sujet de provocations et de menaces américaines qui, disait-elle, mettaient en danger sa sécurité et sa sûreté et s'inscrivaient dans un complot agressif visant à renverser le régime libyen. Le Conseil s'est réuni [2415^e à 2418^e séance] et tous les membres [ici présents] connaissent le reste de l'histoire, que je n'ai donc pas besoin de répéter. Qu'il suffise de dire que le régime qui se disait menacé [et qui est toujours menacé] est toujours intact et sain et sauf à ce jour. Aujourd'hui, alors qu'elle intervient directement et de façon flagrante dans un pays voisin, utilisant toutes sortes d'armes terrestres et aériennes contre lui et contre le malheureux peuple du Tchad, soumettant ce pays aux pires tortures, aux déplacements et aux meurtres, la Libye se présente une fois de plus devant le Conseil en prétendant, comme par le passé, que sa sécurité est menacée. Ce dont nous sommes les témoins aujourd'hui me rappelle un dicton populaire du Soudan, qui permet de dévoiler la tromperie : “Il me fait du tort puis, avec des larmes de crocodile, s'empresse d'aller se plaindre”. Cela reflète exactement ce à quoi la Libye a maintenant eu recours sur le plan international pour

camoufler ses complots et ses desseins agressifs contre les Etats et les peuples voisins.

“La demande de convocation d’une réunion urgente du Conseil par la Libye n’est qu’une ruse, une pauvre tentative destinée à tromper le Conseil et toute la communauté internationale et à détourner leur attention de la situation présente. C’est sur l’agression aveugle et caractérisée perpétrée par la Libye contre le peuple et le Gouvernement du Tchad que devrait être concentrée l’attention, mais la Libye essaie d’empêcher le Conseil de poursuivre ses réunions sur le sujet, réunions qui ont commencé le 3 août [2462^e séance] pour examiner la plainte légitime présentée par le Tchad [S/15902] contre l’agression et l’intervention de la Libye qui attaque par terre et par air des villes et des villages tchadiens en utilisant des armes internationalement interdites telles que les bombes au phosphore, les bombes à fragmentation et les bombes au napalm, comme le représentant du Tchad nous l’a dit hier [2463^e séance] et comme le mentionnent quotidiennement les divers moyens d’information de masse. La Libye aide aussi les rebelles et les insurgés et recrute des mercenaires en vue de saper la souveraineté, l’indépendance, la sécurité, la sûreté et l’intégrité territoriale du Tchad.

“Nous sommes sûrs que le stratagème de la Libye ne trompera pas la communauté internationale et que le Conseil n’y succombera pas.” [2466^e séance, par. 108 à 110.]

54. Quoi qu’il en soit, je crois être en mesure d’affirmer que la réaction ne passera pas.

55. Les manœuvres de nos frères libyens ont déjà échoué lors de la tentative de la première réunion de Tripoli et de la seconde réunion de Tripoli; elles ont aussi échoué à Managua et à New Delhi, et récemment encore à Addis-Abeba. Elles ont également échoué lors de la tentative de déstabilisation du Maroc, de l’Egypte, du Soudan et j’en passe. Je suis sûr que ces mêmes mesures échoueront dans le cas de la déstabilisation de l’Organisation de libération de la Palestine et du Tchad. Mais, en attendant, il faut arrêter l’effusion de sang. Peut-être l’échec futur constituera-t-il en définitive pour nos frères libyens une sorte de leçon pour qu’ils puissent consacrer leurs ressources au développement de leurs populations et non à fomentier des troubles et à porter la désolation dans d’autres pays.

56. Pour en terminer avec la plainte libyenne, après en avoir démontré la futilité, après avoir entendu la lecture fastidieuse par notre frère libyen de dépêches sans lien avec le sujet en discussion et dans l’espoir que, la prochaine fois, il ne viendra pas nous lire le Coran ou la Bible, le Conseil ferait œuvre utile en clôturant le débat sur cette question.

57. En ce qui concerne l’agression libyenne contre le Tchad, je ne pourrais mieux résumer ma position qu’en faisant mienne la déclaration faite par le représentant de

l’Union soviétique le 12 août 1983, je le cite en le paraphrasant un peu :

“[Le Zaïre] exige qu’il soit immédiatement mis fin aux actes d’intervention entrepris au détriment de l’unité nationale de la République du Tchad, au détriment de la paix en Afrique et dans le monde entier. Ces actes [j’ajouterai cette agression], de même que les visées d’hégémonie constituent une contradiction criante avec les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et d’autres documents et actes internationaux qui portent la signature de la [Libye]” [2465^e séance, par. 19].

58. Le devoir du Conseil est d’aider le Tchad à recouvrer la paix, sous la direction de son gouvernement légitime, celui de M. Hissein Habré. Nous sommes certes tous, au Conseil, pour le principe de la négociation, mais dans le cas présent je me pose la question de savoir avec qui le Gouvernement tchadien doit négocier, doit-il négocier avec la Libye, c’est-à-dire avec l’agression ? Je ne crois pas, on ne négocie pas avec l’agression. L’agresseur doit se retirer sans condition et laisser les Tchadiens s’atteler à la reconstruction de leur pays.

59. Le PRÉSIDENT : L’orateur suivant est le représentant de l’Inde. Je l’invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

60. M. KRISHNAN (Inde) [interprétation de l’anglais] : Je voudrais tout d’abord vous adresser les félicitations de ma délégation à l’occasion de votre accession à la présidence pour le mois d’août. Nous sommes particulièrement heureux de vous voir exercer cette haute fonction. La France et l’Inde ont traditionnellement des relations très cordiales marquées par une étroite coopération dans divers domaines. Votre grande compétence de diplomate, votre expérience et vos qualités personnelles sont bien connues. Nous sommes certains que, sous votre direction sage et éclairée, le Conseil pourra s’acquitter de ses responsabilités de façon satisfaisante.

61. Les récents événements qui se sont déroulés dans les régions du nord de l’Afrique et la Méditerranée menacent l’équilibre délicat de paix et de sécurité non seulement dans la région, mais dans le monde en général. Naturellement, ils ont provoqué l’inquiétude profonde et la consternation du Gouvernement indien.

62. Nous avons suivi ces événements troublants de très près, et ma délégation a écouté avec attention les déclarations faites par tous les représentants concernés à propos de la communication adressée au Conseil par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne [S/15914] ainsi que de la communication adressée par le représentant du Tchad [S/15902]. Notre préoccupation et notre anxiété n’ont fait que croître.

63. Nous assistons aujourd’hui à une brusque escalade de la tension et des conflits dans les régions de la

Méditerranée et du nord de l'Afrique et cela est dû à un recours de plus en plus fréquent à la menace ou à l'emploi de la force, et à l'intervention et l'ingérence militaires, en violation des buts et des principes de la Charte des Nations Unies. Le mouvement des pays non alignés a toujours adopté une attitude très ferme contre toutes les formes d'agression, d'occupation, de domination, d'ingérence ou de pression venant de l'extérieur. Il rejette toutes les formes d'asservissement, de dépendance, d'ingérence ou d'intervention, directe ou indirecte, ouverte ou dissimulée, et toutes les pressions — politiques, diplomatiques, économiques, militaires et culturelles — dans les relations internationales. De même, il est résolument opposé aux politiques de grande puissance et aux politiques de bloc qui tendent à perpétuer la division du monde en blocs ou en sphères d'influence.

64. Lors de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi en mars 1983, ces derniers ont réaffirmé la nécessité d'adhérer strictement aux principes de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures et extérieures des Etats. Ils ont également réaffirmé le droit de tous les Etats de poursuivre leur propre développement économique à l'abri de toute intimidation, obstruction ou pression [voir S/15675, annexe]. Ma délégation espère que ces principes seront respectés par tous les Etats car ils sont conformes à la Charte des Nations Unies et ils sont essentiels au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

65. C'est dans une grande mesure à la suite des efforts déployés par les membres du mouvement des pays non alignés que l'Assemblée générale a adopté le 9 décembre 1981 la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats qui figure en annexe à la résolution 36/103. Cette déclaration a constitué un événement historique. Avec la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies², elle constitue le cadre des relations entre Etats fondées sur le respect mutuel de la souveraineté et de l'indépendance, conformément aux buts et principes de la Charte. Le mouvement des pays non alignés, lors de sa réunion susmentionnée, a noté avec préoccupation la persistance des politiques d'intervention et d'ingérence, de pressions et de menaces ou d'emploi de la force qui sont dirigées contre de nombreux pays non alignés, avec des conséquences périlleuses pour la paix et la sécurité. Ma délégation espère vivement que tous les Etats souscriront à ces déclarations et respecteront ces principes dans leurs relations avec les autres Etats.

66. Ma délégation a appuyé tous les efforts faits à l'Organisation des Nations Unies pour que règnent la paix et la stabilité dans la région de la Méditerranée. La Méditerranée a bien souvent été dans l'histoire un théâtre d'affrontements et de conflits. La situation dans la région est délicate et complexe car elle est exposée

aux répercussions de tout ce qui se passe sur mer et sur terre autour de ses côtes. Les pays non alignés se sont efforcés de transformer la Méditerranée en une région à l'abri des crises et des conflits. Ils ont demandé une réduction des tensions et la solution des problèmes conformément à la Charte afin de pouvoir transformer la Méditerranée en une région de paix, de sécurité et de coopération. Nous espérons que tous les Etats s'uniront dans cette entreprise commune et s'abstiendront de toute action qui serait de nature à exacerber une situation déjà grave dans la région.

67. Nous sommes particulièrement inquiets devant la situation actuelle parce qu'elle menace également l'unité et la solidarité entre pays non alignés. En fait, cette unité est encore plus nécessaire lorsque nous faisons face à la situation actuelle. La Conférence de New Delhi a rappelé que le principe du règlement pacifique des différends demeurerait au cœur de la notion de coexistence pacifique préconisée par les pays non alignés. Elle a noté que les différends et conflits entre pays non alignés occasionnaient des pertes graves en vies humaines et en dommages matériels à l'économie des pays concernés et qu'ils constituaient des menaces pour la paix et le progrès des peuples de ces pays ainsi que pour la cohésion et la solidarité du mouvement des pays non alignés. La Conférence a aussi rappelé que les pays non alignés devaient, dans leurs relations réciproques, être constamment guidés par les principes du strict respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, de l'inviolabilité des frontières internationales légalement établies, de la non-ingérence et du respect du droit des peuples à un développement national et social en toute liberté. Elle a également rappelé que tous les différends devraient être résolus exclusivement par des moyens pacifiques parfaitement conformes aux objectifs, aux principes et aux dispositions de la Charte des Nations Unies ainsi qu'aux principes et aux objectifs du mouvement des pays non alignés et s'inscrivant dans le cadre et dans les principes d'organisations régionales comme l'OUA, sans ingérence et sans recours aux pressions, à la menace ou à l'emploi de la force.

68. Nous ne pouvons que profiter de cette occasion pour dire quelle anxiété nous éprouvons devant les souffrances du peuple tchadien. Ce pays a connu la lutte et la violence pendant presque toute la période de son existence indépendante, lutte qui l'a entraîné dans le tourbillon des influences extérieures et des pressions du dehors. Non seulement cette lutte a fait le malheur des Tchadiens, mais elle a aussi contribué à exacerber les tensions dans tout le nord de l'Afrique. Nous sommes opposés à toute action qui tendrait à internationaliser la situation dans ce pays. Cette internationalisation ne pourrait qu'intensifier et globaliser le conflit armé qui se déroule actuellement, rendre la situation plus grave encore et sa solution plus difficile. L'avenir du Tchad est la responsabilité du seul peuple tchadien et c'est à lui de résoudre ses problèmes à l'abri de toute intervention ou ingérence de l'extérieur, quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent, de près ou de loin.

69. Il faut de toute urgence, à l'heure actuelle, faire preuve de modération de part et d'autre afin que le conflit qui menace d'engloutir toute la région puisse cesser immédiatement et que le processus de dialogue en vue de la paix et de la réconciliation puisse commencer sans délai. Nous sommes certains que le peuple tchadien et l'OUA possèdent la volonté, la capacité et les moyens de trouver une solution à cette question essentiellement africaine. Nous appuyons tous les efforts tentés pour favoriser une solution dans le cadre de l'OUA et compte tenu des décisions prises à la dix-neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Addis-Abeba en juin dernier. Nous sommes sûrs que la paix et l'harmonie seront bientôt restaurées dans ce pays infortuné afin que le peuple tchadien puisse se consacrer à la tâche constructive de l'édification de la nation et du développement économique dont il a tant besoin.

70. Je voudrais conclure en exprimant l'espoir que le Conseil pourra prendre les décisions qu'il faut pour résoudre la situation actuelle, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, afin que la menace d'un élargissement du conflit soit écartée.

71. M. LING Qing (Chine) [*interprétation du chinois*] : La situation au Tchad ne cesse de se détériorer. De nouvelles tensions se sont manifestées récemment à cause des activités militaires intensifiées des superpuissances dans la région. Ceci nous cause bien entendu une profonde inquiétude.

72. Nul n'ignore qu'il y a des divergences et des différends entre les pays de la région. Toutefois, il s'agit uniquement de pays du tiers monde dont les divergences et les différends peuvent et doivent être résolus de façon équitable et raisonnable par des consultations pacifiques dans le cadre de l'OUA et de la Ligue des Etats arabes, conformément au principe du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. En fait, ces organisations n'ont cessé de faire des efforts positifs en vue d'une médiation.

73. Toute atteinte ou menace à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des pays de la région par des forces extérieures doit être interdite. L'intervention des superpuissances ne peut que compliquer la situation et aggraver la tension, compromettant la paix et la sécurité dans la région et même dans le monde. Nous devons donc être extrêmement vigilants.

74. M. ICAZA GALLARD (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, permettez-moi de vous redire toute la satisfaction qu'éprouve ma délégation à vous voir présider les difficiles délibérations du Conseil au cours du mois d'août. Vous représentez un pays et un peuple qui ont avec le Nicaragua des relations solides d'amitié et de coopération, relations qui se fondent sur la compréhension objective et fraternelle de la réalité de l'Amérique centrale. Le Nicaragua a pleinement confiance en votre expérience

et en votre habileté diplomatique qui vous permettront de mener le débat de façon remarquable.

75. Aujourd'hui, ma délégation souhaite parler d'une situation qui confirme que la politique d'intimidation, de menace de recours à la force, de provocation et de démonstration de force contre des pays indépendants ne se limitent pas à l'Amérique centrale. La politique du gourdin — la diplomatie de la canonniers — mérite à juste titre les critiques de nombreux gouvernements de par le monde et du peuple américain lui-même.

76. Le 27 juillet 1983, le Bureau de coordination des pays non alignés a rappelé, à la demande du Nicaragua, la déclaration faite à l'issue de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi en mars 1983, selon laquelle la cessation des manœuvres militaires et des démonstrations de force réduirait les tensions et faciliterait le dialogue nécessaire à l'élaboration de solutions politiques et négociées aux problèmes de la région [voir S/15896, annexe].

77. De fait, le Bureau, en priant instamment les Etats-Unis de revenir sur leur décision de réaliser des manœuvres navales, a repris également une position de principe sur laquelle nous devons mettre l'accent, à savoir qu'il "s'est déclaré opposé à l'utilisation de manœuvres militaires comme moyen de pression" [*ibid.*].

78. Nous devons comprendre en outre que la présence de navires de guerre et de porte-avions américains près des côtes de mon pays ou de la Libye ne correspond pas simplement à des exercices militaires. Il s'agit bel et bien de mesures dangereuses dans le cadre de préparatifs d'agression.

79. Le déploiement de forces américaines en Méditerranée, avec le déplacement du porte-avions nucléaire *Eisenhower*, et les manœuvres militaires "Bright Star 83", tout près de la Libye, sont des actes de provocation qui ne contribuent pas à la détente et ne reflètent pas une volonté de rapprochement entre les parties en conflit. Ces activités militaires gigantesques violent l'esprit de la déclaration de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, car elles ne tendent pas à faire de la Méditerranée une zone de paix et de coopération.

80. C'est dans ce même but de menace et d'intimidation contre le Nicaragua qu'ont lieu les manœuvres militaires "Big Pine II" qui, d'après les porte-paroles mêmes du Gouvernement américain comptent plus de 4 000 soldats américains et une énorme flotte guerrière près des deux côtes du Nicaragua. Si, comme l'affirme le Gouvernement américain, il s'agit d'une démonstration de force, ce n'était pas nécessaire, car le Nicaragua ne met pas en doute la force du plus puissant pays de la Terre.

81. Mais les objectifs de ces manœuvres ne sont pas si simples et ne sont pas à si court terme que cela. En

premier lieu, elles sont dirigées contre les pays qui ont un dénominateur commun : ils sont authentiquement non alignés. En second lieu, elles sont un instrument de domination et de soumission utilisé pour saper la vigueur et la détermination de ces peuples. En termes très clairs, c'est une façon d'exercer la diplomatie qui, au XX^e siècle est inacceptable pour l'immense majorité des pays de la communauté internationale.

82. Tout comme en Amérique centrale, la situation dans le nord de l'Afrique est complexe. Sans aucun doute, certaines des convulsions sociales qui secouent violemment certains pays et qui sont le produit du sous-développement et de l'exploitation, se répercutent au niveau régional.

83. Les peuples africains disposent de la sagesse politique et de capacités suffisantes pour faire front à leurs propres exigences historiques en utilisant les moyens qu'ils ont eux-mêmes créés. C'est pour cette raison qu'il faut rejeter toute référence aux sphères d'influence, comme l'a fait le Président des Etats-Unis le 11 août. L'Afrique n'est la sphère d'influence que des Africains.

84. En ce qui concerne le conflit du Tchad, le Nicaragua souhaite exprimer sa position de principe en lançant un appel à la cessation de toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du pays. C'est au peuple du Tchad qu'incombe uniquement et exclusivement le droit de régler ses problèmes et de décider souverainement de son propre avenir.

85. Heureusement, nos frères africains ont une organisation authentiquement régionale qui représente exclusivement des intérêts régionaux, et le Nicaragua est convaincu que c'est dans le cadre et conformément aux principes de l'OUA que doivent se dérouler tous les efforts visant à amener la paix et la sécurité au Tchad et dans la région en général.

86. Notre conviction intime et notre condition de pays menacé et agressé nous obligent à nous prononcer contre toute politique d'ingérence. Nous insistons sur le principe que tous les Etats doivent toujours régler leur conduite selon les principes du respect rigoureux de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des autres Etats, de la non-ingérence et du respect du droit des peuples à l'autodétermination.

87. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la Tchécoslovaquie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

88. M. KULAWIEC (Tchécoslovaquie) [*interprétation du russe*] : Monsieur le Président, je vous remercie et je remercie les membres du Conseil d'avoir offert à ma délégation la possibilité de participer au débat. C'est avec plaisir que nous nous associons aux félicitations qui vous ont été adressées à l'occasion de votre accession à la présidence pour le mois d'août. Nous sommes convaincus que votre expérience et votre compétence

vous aideront grandement à diriger avec efficacité les travaux du Conseil.

89. Ce n'est pas la première fois cette année que le Conseil se voit obligé d'examiner les actes de provocation et d'hostilité des Etats-Unis à l'égard de la Libye. Le Conseil a dû le faire parce que la Libye fait directement l'objet d'une menace militaire croissante et subit les pressions d'une propagande dirigée contre sa politique indépendante anti-impérialiste et non alignée.

90. Aujourd'hui, non loin des frontières de la Libye, des forces militaires navales, aériennes et terrestres américaines opèrent. Des avions militaires américains se livrent à des actes de provocation dans le voisinage immédiat de la frontière libyenne. Des avions américains AWACS exécutent ouvertement des vols de reconnaissance du territoire libyen. Quatre Etats de la région, dont deux ont une frontière commune avec la Libye, sont devenus l'arène de manœuvres militaires de grande envergure auxquelles participent les forces militaires des Etats-Unis. Ce sont les plus grandes manifestations de forces militaires américaines dans le nord de l'Afrique depuis la seconde guerre mondiale. Ces actes militaires s'accompagnent d'une vaste campagne de calomnies contre le peuple libyen et ses dirigeants. Cette campagne a pour but de dissimuler la pression militaire directe et les provocations armées.

91. Tout cela sert de prétexte à une ingérence dans les affaires intérieures du Tchad, pour envoyer un grand nombre de conseillers militaires, de mercenaires, de troupes régulières, d'interventionnistes étrangers et d'armes en nombre toujours plus grand dans ce pays voisin de la Libye. La pression politique, militaire et la propagande dirigées contre la Libye s'accompagnent d'un chantage économique de la part des Etats-Unis, dont le but est de saper les plans de développement du peuple libyen. La Libye, dont le peuple a choisi la voie d'un développement économique et social indépendant, n'a cessé de faire l'objet d'actes de subversion et de provocation de la part de l'impérialisme américain, pratiquement dès la révolution de septembre. Cette dangereuse politique et ces actes de pression engendrent l'inquiétude chez tous les Etats épris de paix. Le peuple américain lui aussi suit tout cela avec grande préoccupation car ces actes vont à l'encontre même des lois intérieures américaines et, en particulier, de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis.

92. Les actes de pression et de provocation contre la Libye, qui caractérisent la politique des Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes n'ont rien d'exceptionnel ni même de nouveau. Ils font partie intégrante de la stratégie globale de l'impérialisme, qui se manifeste dans une escalade de la politique fondée sur les positions de force, la politique de *diktat*, d'affrontement dans les relations entre Etats, d'ingérence dans les affaires intérieures de certains Etats, d'attisement des foyers de tension existants et de création de nouveaux foyers de poursuite et de guerres non déclarées contre divers Etats indépendants. L'agression d'Israël

au Moyen-Orient et l'appui largement condamné que lui apportent les Etats-Unis ainsi que les actes commis par le Gouvernement américain dans le but de renverser le Gouvernement sandiniste du Nicaragua sont les exemples les plus frappants à l'heure actuelle de la politique des Etats-Unis qui cherchent à inclure toutes les régions du monde dans ce qu'ils appellent la sphère de leurs intérêts vitaux.

93. De surcroît, comme le montre la déclaration cynique faite récemment par le plus haut représentant des Etats-Unis, les puissances impérialistes poursuivent leur vieille pratique coloniale, à savoir l'application de leur politique de sphères d'intérêts et d'influence aux pays et aux peuples indépendants en développement et non alignés. Comme l'ont constaté les dirigeants des pays signataires du Traité de Varsovie en juin 1983, cette politique entraîne une aggravation de la tension, une déstabilisation accrue des relations entre Etats et un accroissement des risques de guerre nucléaire avec toutes ses conséquences catastrophiques.

94. La République socialiste tchécoslovaque est au nombre des Etats qui fondent leurs relations avec la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et avec d'autres Etats sur des bases toutes différentes, à savoir sur la coexistence pacifique des Etats ayant des régimes sociaux différents, sur l'égalité, sur la non-ingérence dans les affaires intérieures, sur la politique de l'avantage mutuel, sur le respect des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et du droit international, sur l'élargissement de la coopération mutuelle et sur l'établissement de conditions propres à favoriser le renforcement des réalisations sociales et économiques des pays.

95. La Tchécoslovaquie apprécie hautement le fait que la Libye poursuit une politique de non-alignement et appuie sa participation active à la lutte anti-impérialiste, antisioniste et antiraciste, ainsi qu'à la lutte pour le renforcement de la paix et de la coopération entre les peuples. C'est précisément cette politique qui est à la base du haut niveau des relations mutuelles entre nos pays et qui est reflétée dans l'accord d'amitié et de coopération conclu entre la Tchécoslovaquie et la Libye et signé lors de la visite rendue à la Tchécoslovaquie en août 1982 par le chef de l'Etat libyen, Muammar Kadhafi.

96. Nous sommes convaincus que seule une telle attitude à l'égard des autres gouvernements, seul le respect des principes de la Charte et des autres principes du droit international contemporain qui régissent les relations de coexistence pacifique et de coopération entre les Etats doivent présider au comportement des Etats. Nous condamnons la guerre psychologique, les actes d'intimidation, la pression militaire et les provocations dirigés contre la Libye. La cause de la paix et de la sécurité internationales exige que le Conseil, qui examine la plainte justifiée de la Libye, condamne les actes d'agression des Etats-Unis contre la Libye et qu'il recoure à tous les moyens dont il dispose pour y mettre fin

dans les plus brefs délais et pour empêcher qu'ils ne se renouvellent.

97. Le degré de responsabilité de chacun des membres du Conseil devant la communauté internationale est encore plus grande car, dans ce cas, il s'agit du comportement d'un Etat qui, depuis le tout début de l'existence de l'Organisation des Nations Unies, a utilisé près de 300 fois la force armée pour arriver à ses fins politiques.

98. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la République démocratique allemande. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

99. M. HUCKE (République démocratique allemande) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, au cours du débat sur la situation dans les territoires arabes occupés, j'ai déjà eu l'occasion de vous exprimer les félicitations de ma délégation pour votre accession à la présidence pour ce mois. Je vous remercie, et par votre entremise je remercie tous les membres du Conseil, de m'avoir donné la possibilité d'expliquer la position de mon pays sur la question à l'ordre du jour.

100. Une fois encore, le Conseil doit examiner un problème qui touche la région du Moyen-Orient et de la Méditerranée. En février dernier déjà, un débat a eu lieu sur la situation dangereuse qui sévit dans cette région en raison des provocations militaires des Etats-Unis [2415^e à 2418^e séance]. Depuis lors, la situation s'est encore aggravée. Ma délégation comprend donc très bien la demande adressée par la Jamahiriya arabe libyenne pour que le Conseil se réunisse d'urgence à ce sujet.

101. L'opinion publique mondiale a suivi avec une grande inquiétude l'augmentation des actes de provocation des Etats-Unis. La principale puissance impérialiste essaie, dans diverses régions du monde, en recourant à la "démonstration de force", de saper tous les efforts faits par les pays non alignés d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie pour parvenir à un développement indépendant. Cela se trouve confirmé par les nouvelles menaces que font peser sur la Libye les manœuvres provocatrices des navires de guerre américains au large des côtes libyennes et par les vols des avions espions américains au-dessus du territoire d'Etats africains souverains. En même temps, les Etats-Unis et leurs alliés se livrent à des manœuvres militaires importantes non loin de la frontière de la Jamahiriya arabe libyenne.

102. Il est clair que, comme l'a dit le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, les actes de provocation militaires des Etats-Unis font partie d'une politique globale de menaces et d'affrontement des impérialistes.

103. Ce n'est un secret pour personne que les impérialistes poursuivent leur objectif visant à étendre leur présence militaire au Moyen-Orient et à imposer leur

hégémonie dans la région. Le caractère, dangereux pour la paix, de l' "alliance stratégique" entre les Etats-Unis et l'agresseur, Israël, et la collaboration entre ces forces fatidiques qui s'opposent au désir des peuples pour une solution globale, juste et durable du conflit du Moyen-Orient sont très faciles à comprendre. Cependant, pour réaliser pleinement l'étendue du danger pour la paix, il est nécessaire de considérer la situation dans d'autres parties du monde également.

104. Par des "démonstrations militaires" d'envergure en Amérique centrale, les milieux dirigeants des Etats-Unis continuent de lancer de nouvelles provocations et de menacer la souveraineté et l'indépendance d'Etats souverains. Leur objectif est, avant tout, de faire tomber le Nicaragua sandiniste. En Afrique australe, le régime d'*apartheid* est encouragé, par la collaboration des impérialistes, à commettre de nouveaux actes d'agression et à faire cesser tout nouveau progrès en Afrique. A l'ouest et au sud de l'Europe, de vastes manœuvres militaires, connues sous le nom d' "Autumn Forge", sont préparées par les Etats-Unis et leurs alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. En Asie du Sud-Est également, les forces impérialistes fomentent de nouvelles tensions.

105. Ces activités militaires non seulement sont la cause de l'aggravation des tensions et de la déstabilisation de la situation au Moyen-Orient, en Méditerranée, en Amérique latine et dans d'autres parties du monde, mais, en même temps, visent notamment à préparer le terrain au déploiement de missiles nucléaires américains de moyenne portée en Europe occidentale en automne prochain, ce qui menacerait non seulement la sécurité de l'Europe mais aussi celle de la région du Moyen-Orient et de la Méditerranée.

106. C'est là une question qui préoccupe vivement aussi la population de la République démocratique allemande. Les provocations militaires les plus récentes des Etats-Unis et les tentatives faites par les puissances impérialistes pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'Etats indépendants et atteindre des objectifs néo-colonialistes par la pression, le chantage, la politique de la canonnnière ainsi que la menace et l'emploi de la force, exigent l'unité de tous les Etats et forces progressistes du monde dans la lutte pour le maintien de la paix et de la sécurité. L'action persistante de toutes les forces de paix est une réponse constructive à la politique d'affrontement menée par l'impérialisme.

107. Fidèle aux principes de sa politique socialiste étrangère et fidèle aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, la République démocratique allemande s'oppose à toute action militaire et politique qui pourrait augmenter dangereusement les tensions et préconise constamment une solution pacifique à toutes les questions internationales. Selon ces principes, mon pays appuie les tout récents efforts déployés par l'OUA pour trouver une solution pacifique aux problèmes du Tchad.

108. Mon pays se tient fermement aux côtés des peuples qui défendent leur indépendance nationale et leur souveraineté contre toutes attaques des forces impérialistes et réactionnaires, et notamment aux côtés du peuple libyen dans sa lutte pour exercer son indépendance et sa souveraineté nationale dans cette situation, qui est compliquée par les provocations militaires accrues des Etats-Unis.

109. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, qui a demandé à exercer son droit de réponse.

110. M. BURWIN (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Je voudrais répondre au représentant du Zaïre, bien qu'il ne représente pas un gouvernement indépendant et ne soit qu'un agent.

111. Dans son livre intitulé *Le défi mondial*, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber écrit :

"Les Etats-Unis voient la position du Zaïre en Afrique comme celle du Brésil en Amérique du Sud. . .

"Mobutu a obtenu des fonds étrangers et a créé une garde royale composée de mercenaires européens et sud-africains. Cette opération ultrasecrète a été coordonnée par le colonel Mike Hoare, ancien commandant de la fameuse unité du sixième commando qui, avec l'aide de la CIA [*Central Intelligence Agency des Etats-Unis*] avait mis Mobutu au pouvoir".*

112. C'est pourquoi M. Mobutu voudrait renforcer la notion de protection des régimes clients des Etats-Unis, de l'Afrique du Sud et d'Israël de l'extérieur, puisque Mobutu s'est trouvé lui-même dans une situation critique : ayant saisi le pouvoir avec l'aide de la CIA, sa chute a été empêchée grâce à la protection non déguisée des forces belges, françaises et marocaines.

113. C'est pourquoi Mobutu a aidé Habré afin que l'on ne puisse pas dire que son régime est le seul régime protégé de l'extérieur, notion qu'il veut promouvoir en Afrique.

114. Le représentant du Zaïre a dit que le Zaïre, comme tout autre Etat, a des dettes, ce à quoi je répondrai : oui, beaucoup d'Etats ont des dettes, mais ils n'ont pas de riches présidents. Les dettes du Zaïre, par exemple, s'élèvent à 4 milliards de dollars et la fortune personnelle du président Mobutu à 4 milliards de dollars, c'est-à-dire à un chiffre égal.

115. Certains orateurs concernés par les manœuvres militaires disent qu'elles sont inoffensives, qu'elles ont été préparées à l'avance et ne constituent une menace pour personne. Je voudrais toutefois déclarer qu'il n'y a pas de manœuvres inoffensives; les manœuvres militaires ont toujours une certaine importance politique et

* Cité en anglais par l'orateur.

sont toujours liées à certains événements. On dit pourtant que ces manœuvres avaient été prévues il y a longtemps. Mais nous devons reconnaître que cette tentative de justification n'est pas nouvelle. Nous sommes devenus habitués à la préparation de plans du Gouvernement des Etats-Unis qui les met de côté pour s'en servir plus tard au moment opportun.

116. Selon le représentant des Etats-Unis, la Libye menacerait ses voisins. Ce n'est pas vrai. Nous sommes un petit pays qui compte 3 millions d'habitants qui désirent vivre en paix. Voyons plutôt comment le Gouvernement des Etats-Unis agit à l'égard de certains de ses voisins ou de ceux qui essaient d'échapper à sa sphère d'influence. Il occupe la base de Guantánamo contre la volonté du peuple cubain. Le Gouvernement cubain avait-il demandé la présence de troupes américaines ?

117. Regardons la Grenade qu'on ne laisse même pas construire un aéroport. Regardons le Suriname, qui a récemment découvert un complot de la CIA. Ensuite regardons le Nicaragua et l'aide apportée à ceux qui se rebellent contre la légitimité : le Gouvernement du Nicaragua a-t-il demandé la présence des Etats-Unis ? N'oublions pas El Salvador, le Chili et tous les autres, ou la piraterie américaine en haute mer.

118. Celui qui vit dans une maison de verre ne devrait pas jeter de pierres sur les maisons des autres.

119. Comme il ressort clairement des déclarations faites par les responsables américains, l'objectif poursuivi en envoyant des armes, des chars, des avions et des navires de guerre dans cette région n'est pas d'aider le peuple du Tchad ou d'appuyer la légitimité — si légitimité il y a. L'objectif primordial est la Jamahiriya arabe libyenne et l'intention est de trouver un prétexte pour lancer une agression contre ce pays, écraser ses forces militaires et saper son potentiel économique et les réalisations obtenues jusqu'à présent, afin que la Libye ne puisse plus être citée en exemple pour sa bonne répartition et sa bonne gestion des richesses ni pour avoir soustrait son économie au contrôle des monopoles américains, comme c'est le cas du Zaïre, du Soudan et d'autres pays.

120. Le Président des Etats-Unis a déclaré, et d'autres responsables américains l'ont confirmé, "que le Tchad fait partie de la sphère d'influence de la France et qu'il appartient au Gouvernement français d'intervenir dans ce pays." Il est clair que les Etats-Unis ne cherchent pas à protéger les intérêts du peuple tchadien, mais plutôt à se partager des sphères d'influence. Habré, Nimeiri et Mobutu ne sont que les outils et les gardiens des intérêts du colonialisme, comme si le monde était une plantation appartenant aux Américains.

121. Considérons la position des Etats-Unis à l'égard du racisme, car cela nous fournira une preuve éclatante de l'appui des Etats-Unis aux racistes et au racisme. Ils

se sont opposés à la volonté des 124 Etats qui ont participé à la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui s'est terminée la semaine dernière à Genève, en boycottant cette conférence avec Israël, parce que la Conférence traitait des pratiques racistes en Afrique du Sud et en Palestine occupée. En outre, les Etats-Unis ont pris, au cours de l'Assemblée générale, position en faveur de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Voilà pourquoi la résolution 37/69 B de l'Assemblée générale, qui préconisait une action internationale concertée visant à éliminer l'*apartheid* n'a pas reçu l'appui des Etats-Unis ni de deux autres Etats lorsqu'elle a été mise aux voix le 9 décembre 1982. Cette résolution a été appuyée par 135 Etats.

122. Cela montre quelle est la position des Etats-Unis sur la scène internationale.

123. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant du Zaïre qui souhaite exercer son droit de réponse.

124. M. UMBA di LUTETE (Zaïre) : Je ne m'attendais pas à devoir prendre la parole une deuxième fois au cours de cette séance, amis je vous avais bien prévenus au cours de mon intervention en vous disant que les faux-fuyants, et également les injures, allaient pouvoir se développer. Comme toujours quand on manque d'arguments que fait-on ? Au lieu d'aborder la question qui est posée, on en revient à des rengaines et tout ce que le représentant libyen vient de nous dire, il l'a déjà dit lors de ses interventions précédentes. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, je ne veux pas répondre à ces insanités mais je lui demanderai plutôt, pour être plus intelligent peut-être, de nous amener la Bible ou bien le Coran, de nous en donner lecture, et alors, peut-être, aurions-nous des idées et des paroles un peu plus inspiratrices. Il ne suffit pas de citer un auteur qui, au demeurant, n'apporte absolument aucune preuve de ce qu'il avance ; d'ailleurs que vient faire cette référence dans le débat qui nous occupe ?

125. Nous parlons d'agression. Vous agressez le Tchad, vous voulez installer à la tête du Tchad quelqu'un qui vous soit dévoué. Depuis longtemps vous nous dites que votre pays a suffisamment de territoires, qu'il ne veut absolument pas faire d'autres conquêtes, j'entends bien, mais alors que faites-vous depuis si longtemps sur la bande d'Aouzou ? Tout le monde sait bien que ce territoire, cette bande d'Aouzou, ne vous appartient pas. Qu'y faites-vous ? Peut-être êtes-vous en train de vous demander ce qu'il arrivera lorsque vous n'aurez plus de pétrole et, comme vous savez que cette bande est très riche, c'est peut-être pour cela que vous voulez absolument vous y maintenir, pour que, lorsque le pétrole que vous possédez aujourd'hui ne sera plus là, vous puissiez quand même avoir quelque chose à exploiter. Quoiqu'il en soit, le problème qui nous occupe ici c'est le problème de l'agression. Répondez au problème de l'agression, ne nous menez pas en bateau, mon frère libyen.

126. Je vous ai rappelé tout à l'heure, ainsi que d'autres orateurs avant moi, que c'est votre tactique. Lorsque vous êtes en cause, lorsque vous êtes pris la main dans le sac, vous criez au secours, alors que tout le monde sait bien que vous n'êtes pas en danger. C'est ce qu'on vous a rappelé l'autre jour, c'est un peu comme le voleur qui crie au voleur; lorsqu'on l'attrape il crie : "au voleur, au voleur, au voleur", mais le voleur c'est lui et, ici, l'agresseur c'est vous. C'est cela qu'on vous demande d'expliquer. Cessez ces blagues inutiles, mon cher ami.

127. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant des Etats-Unis qui a demandé à exercer son droit de réponse.

128. M. LICHENSTEIN (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Je pensais que c'était trop beau pour être vrai et j'avais raison. L'après-midi m'avait semblé débiter d'une façon remarquable, particulièrement remarquable pour le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. La déclaration du représentant de Malte était pleine d'acuité, de sagesse, et de clairvoyance à laquelle nous a habitués le représentant de ce pays. Les déclarations du Zimbabwe, de l'Inde et en tout cas la déclaration vigoureuse et positive du représentant du Zaïre ont toutes contribué à nous faire mieux comprendre le fond de la question qui nous occupe.

129. Je me doutais que la qualité qui marquait ces déclarations allait nettement baisser lorsque l'on passerait à certains Etats clients et marionnettes, et c'est ce qui est arrivé. A propos des déclarations faites par les représentants du Nicaragua, de la Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande et la Libye, je souhaite faire deux observations.

130. En premier lieu, il peut exister ou ne pas exister un phénomène dans le monde que l'on appellerait manœuvres "inoffensives", mais il existe certainement des consciences coupables. Je dis que l'un des principes de la politique étrangère des Etats-Unis c'est qu'aucun pays, aucun peuple n'ayant pas la conscience coupable ne doit craindre les manœuvres auxquelles se livrent les Etats-Unis avec leurs amis et alliés, qu'ils pratiquent depuis longtemps et qu'ils ont l'intention de continuer à pratiquer aussi longtemps que cela s'avérera nécessaire.

131. En second et dernier lieu, de nombreux orateurs, cet après-midi, ont beaucoup parlé de ce que l'on pourrait appeler le principe de laissez l'Afrique être l'Afrique, laissez le Tchad être le Tchad. Les Etats-Unis ne sauraient faire leur avec plus d'enthousiasme aucun autre principe : oui, laissez l'Afrique être l'Afrique; oui, laissez le Tchad — le peuple et le Gouvernement tchadiens — choisir l'avenir du Tchad.

132. Mais, comme l'a déjà fait observer le représentant du Zaïre, quand une brute du quartier roue de coups un enfant du voisinage — en l'occurrence courageux mais bien chétif —, le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis ont le droit, voire l'obligation, de répondre à l'appel à l'aide de la victime. Nous l'avons toujours fait, tout au long de notre histoire, nous le faisons aujourd'hui et nous avons l'intention absolue de continuer à le faire tant que les brutes continueront leurs actes de provocation.

133. Le PRÉSIDENT : Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a demandé la parole. Je la lui donne.

134. M. BURWIN (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Je dirai tout d'abord que c'est le colonel Muammar Kadhafi qui a dit le premier "Laissez l'Afrique être l'Afrique", qui a demandé qu'on laisse l'Afrique aux Africains.

135. Le représentant des Etats-Unis a dit que lorsqu'un enfant est menacé ou attaqué les Etats-Unis se précipitent à son secours. Je me bornerai à dire que nous espérons que cette belle conscience des Etats-Unis leur fait ressentir les épreuves des Palestiniens, des Libanais et des enfants africains d'Afrique du Sud.

La séance est levée à 18 h 5.

NOTES

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Séances plénières, 32^e séance.

² Résolution 2625 (XXX) de l'Assemblée générale, annexe.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة
يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها
أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何获取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу : Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a : Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
